



SOCIALE ET SOLIDAIRE,

L'ÉCONOMIE QUI A DU

SENS

Dynamiques de l'économie sociale et solidaire sur le territoire de



Chiffres clés de l'ESS sur le territoire



6 747 salariés,
soit 10,2%
des salariés de l'agglomération

3 secteurs importants identifiés :



+ 3,6% d'emplois créés
entre 2011 et 2014



• l'action sociale : 35% des effectifs



• les services divers : 18%



• l'enseignement : 12%



672 structures dont
80 % d'associations

3 SCIC	11 SIAE
12 SCOP	2 GEIQ

Source

1

L'ESS en quelques mots

Une économie plurielle et participative répondant aux enjeux actuels

Si l'économie sociale et solidaire s'inscrit dans une histoire ancienne, avec les premières associations ouvrières du XIX^{ème} siècle, les coopératives de consommateurs et d'habitants, les sociétés de secours mutuel..., **ses modes de faire font écho aux préoccupations d'aujourd'hui.**

Parce qu'elle conjugue développement économique, lutte contre l'exclusion, responsabilité écologique et participation citoyenne, l'ESS est plus que jamais en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux. S'appuyant sur la mobilisation citoyenne, elle permet l'implication des habitants, des acteurs et des élus dans le développement d'une société plus solidaire.



La **Loi sur l'ESS de juillet 2014** définit le périmètre des entreprises de l'ESS dans son article 1 :

L'ESS est « *un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :*

1. un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices
2. une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation [...] des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise
3. une gestion conforme aux principes suivants :
 - les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement des activités de l'entreprise
 - les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées.»

Une économie participant à l'intérêt général

Par ses domaines d'activités, par ses modes de faire et ses valeurs, l'économie sociale et solidaire croise la mission d'intérêt général des collectivités. La mise en place d'une politique publique de soutien à l'économie sociale et solidaire permet de favoriser le développement de l'ESS dans les territoires.

Tous les niveaux de collectivités sont concernés par le soutien à l'économie sociale et solidaire, dont les domaines d'action croisent toutes les politiques publiques. La commande publique responsable est également un levier actionnable par toutes les collectivités.



La **loi NOTRe du 7 août 2015** précise cependant plusieurs points :

- Les **communes** restent le seul niveau de collectivité à conserver la **clause générale de compétences**.
- les **conseils départementaux** sont un acteur incontournable de l'ESS, du fait de leur compétence autour des **solidarités humaines et territoriales**.
- les **conseils régionaux** élaborent un **schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation**, qui définit les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises. Il définit aussi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional, et au développement de l'économie sociale et solidaire, en s'appuyant notamment sur les propositions formulées au cours des **conférences régionales de l'économie sociale et solidaire**.

2

Pourquoi mettre en place une politique en faveur de l'ESS ?

Pour soutenir la création d'emplois durables et d'entreprises non délocalisables

L'économie sociale et solidaire contribue à un développement «inclusif» qui crée des emplois non délocalisables. Certaines entreprises contribuent également à l'insertion par l'activité économique de personnes éloignées de l'emploi.

L'ESS est souvent le premier employeur en milieu rural et est une des rares formes d'économie privée à aller dans des zones défavorisées.

Face à la crise, les entreprises de l'économie sociale et solidaire qui n'ont pas d'actionnaires à rémunérer, par exemple les coopératives, ont mieux résisté, même si aujourd'hui l'emploi associatif commence à être fragilisé.

Pour répondre aux besoins des habitant.e.s et des entreprises

Au delà de son impact en termes d'emplois, l'économie sociale et solidaire apporte des réponses à des besoins non satisfaits des habitants. Associations d'aide à domicile ou de petite enfance, proposant des services accessibles à tous, associations culturelles et sportives, plateforme coopérative de mobilité... Elles contribuent à la qualité de vie et sont un élément essentiel de l'image du territoire.

L'ESS contribue à l'émancipation de chacun, que ce soit par ses acteurs de l'éducation populaire, de la culture.....

Pour favoriser la **transition écologique et l'innovation** dans les territoires

L'une des dimensions souvent méconnues de l'économie sociale et solidaire est sa capacité d'innovation économique et sociale associant les habitants : nouveaux services, nouveaux métiers, nouvelles formes de gouvernance,...

L'économie sociale et solidaire défriche de nouveaux modes de faire et participe activement à la transition écologique dans les territoires.

Elle a été pionnière des filières de recyclage (papier, textile, déchets électroniques,...), dans les modes de production et distribution d'une offre agricole plus respectueuse de la planète (bio, agriculture paysanne, circuits courts,...), dans les questions de transition énergétique (lutte contre la précarité énergétique, mobilité durable,...).

Pour assurer une **cohésion sociale et territoriale**

Mobilité accessible et durable, services de proximité, activités associatives et culturelles, développement économique local... l'économie sociale et solidaire contribue à travers ses activités au lien social et à la cohésion territoriale. Elle croise les enjeux des politiques publiques menées par les collectivités locales : politique de la ville, sociale, économique, culturelle, d'aménagement,...

En territoire rural comme urbain, l'ESS favorise le «vivre ensemble», la lutte contre les inégalités et contre toutes les formes de discrimination.

3

Les axes d'intervention mis en place sur le territoire de ...

Deux caractéristiques des politiques d'ESS :

- une **politique coconstruite** avec les acteurs du territoire (réseaux de l'ESS, acteurs de l'ESS, habitants...)
- une **politique transversale**, car elle concerne toutes les politiques publiques thématiques. Une information et sensibilisation à l'ESS de l'ensemble des élu.e.s et services est importante.

Connaître et faire connaître

Connaître

- Lancer un diagnostic territorial partagé pour établir les forces, faiblesses, acteurs en présence et besoins du territoire, et collectivement, imaginer les moyens d'y répondre
- Organiser des rencontres avec et entre les acteurs du territoire, pour se connaître et initier des coopérations (petits déjs de l'ESS, réunions thématiques...)

Faire connaître

- Participer ou favoriser la présence d'acteurs à des événements (Mois de l'ESS, Forums de l'Emploi, salons de la création d'entreprises...)
- Réaliser des guides thématiques, des sites Internet, publier des articles dans les journaux institutionnels...
- Lancer des campagnes en faveur du commerce équitable ou de la finance solidaire,...

Soutenir les acteurs de l'ESS et accompagner leur structuration Par des **aides directes**

- Ouvrir les aides de droit commun aux acteurs de l'économie sociale et solidaire (en intégrant par exemple l'innovation sociale aux politiques de soutien à l'innovation)
- Subventionner les acteurs de l'ESS, en finançant les dispositifs de mission d'intérêt général portée par ces acteurs (accueil de personnes handicapées, de jeunes enfants, mobilité, action culturelle, insertion par l'activité économique...),
- Lancer des appels à projets, qui permettent à la collectivité de préciser par exemple le domaine d'activités qu'elle souhaite développer, tout en laissant l'initiative aux acteurs pour les types de projets développés,

Par la **qualification** des porteurs de projet et des acteurs

- Organiser des formations pour les salariés et les bénévoles,
- Développer des partenariats avec les universités,
- Soutenir le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA)...

Par la **commande publique** responsable

- Introduire des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, en veillant à permettre aux acteurs de l'ESS, souvent de petite taille, d'être en capacité d'y répondre.

Par l'accompagnement à la **structuration** des acteurs

- Soutenir la création de lieux d'hébergement mutualisés pour les acteurs de l'ESS
- Appuyer les structures d'accueil, d'accompagnement et de financement des entreprises de l'ESS,
- Aider la structuration des acteurs et le développement des filières, avec le soutien aux têtes de réseaux régionales, locales ou thématiques, par exemple autour de l'habitat (éco-construction, réhabilitation de logements), des services à la personne, des déchets, de la mobilité (autopartage, ateliers de réparation de vélos), des circuits courts (soutien aux AMAP), de l'énergie (filière bois-énergie)...

Par l'**implication directe** de la collectivité

- Intégrer une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Ce statut relativement récent (une dizaine d'années) et assez méconnu permet d'associer au capital de l'entreprise des acteurs multiples : collectivités, entrepreneurs, clients et salariés, bénévoles.

Quelques initiatives ESS du territoire



La Scic Filière Pêche La Rochelle

Réunissant la plupart des acteurs locaux de la filière, cette structure a pour objet de promouvoir et de développer la filière pêche rochelaise et royannaise. La SCIC porte quatre

activités principales :

- L'achat pour des tiers
- Le conditionnement des produits de la mer
- La transformation des produits de la mer
- L'achat en criée pour son compte : la coopérative garantit les prix à la criée dans une logique de commerce équitable.

La SCIC travaille par exemple en partenariat avec l'association d'insertion « Le Paniers de la mer » qui œuvre pour l'utilisation de produits invendus sous criée au profit d'associations caritatives.



Garage Associatif Le Vilebrequin

Afin que les problèmes de locomotion ne soient plus un frein à l'emploi, le garage associatif le Vilebrequin, partenaire de la PRAM (Plateforme Régionale d'Accès à la Mobilité), propose un lieu ouvert à toute personne en situation précaire nécessitant un espace et des services de

maintenance automobile (réparations automobiles sur prescriptions sociales, accompagnement STARTER : conseil à l'achat de votre voiture d'occasion, ...)



COAPI, première Coopérative d'Activité et d'Emploi implantée à La Rochelle

Une CAE qui réunit des entrepreneurs plutôt du domaine du conseil et des services. Un consultant en marketing digital, un coach en management, l'approvisionnement des cantines en circuit-court, un réparateur de vélo, un fabricant de remorques pour ces mêmes bicyclettes, les métiers sont variés à l'intérieur de cette coopérative. Chaque entrepreneur, tout en gardant son autonomie, est salarié de la structure qui l'emploie en contrat à durée indéterminée et le rémunère en fonction de son volume d'activité.



Terre de Liens

Terre de Liens veut protéger les espaces agricoles et rapprocher agriculteurs et citoyens. L'association sollicite l'épargne solidaire* pour acheter des fermes abandonnées ou sans repreneur et y installer des fermes biologiques.

« Une fois qu'ils sont entrés dans le patrimoine de Terre de Liens, ces espaces restent agricoles, c'est notre engagement, ils échappent à la spéculation foncière ». Le groupe Terres de Liens Aunis travaille avec l'Agglomération pour développer le maraichage bio péri-urbain et sensibiliser la population à cette question.



Ecocircus

ECOCIRCUS propose des articles 100 % upcyclés, créés à partir des matières collectées par Biotop et transformées par ses partenaires de l'Économie Sociale et Solidaire. L'éco-réseau Biotop fédère plus de 100 adhérents : entreprises, collectivités et particuliers dont les déchets sont récoltés : des tonnes de textiles, de bois, de plastiques sont collectés, transformés et trouvent une nouvelle vie dans les ateliers des structures de l'ESS partenaires.

..., adhérente du RTES

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) réunit aujourd'hui plus de 130 collectivités, régions, départements, intercommunalités et communes, qui ont manifesté le besoin d'un espace d'échanges et de coordination nationale.

Le territoire de ... est membre depuis ...

Créateur de liens, le RTES met en relation les collectivités qui se retrouvent face à des questionnements, difficultés ou enjeux similaires dans la construction ou la mise en place de leurs politiques d'ESS. Lieu ressource, il capitalise les expériences de ses collectivités adhérentes, en favorise le transfert, forme et informe les élus et techniciens. Force de proposition, il porte la voix de ses adhérents pour renforcer l'appui des politiques publiques en ESS aux niveaux local, national et européen.

Rendez-vous sur www.rtes.fr